

Valérie Pécresse cherche 750 millions d'euros pour payer l'électricité des transports d'Île-de-France

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 33 minutes

Écouter cet article 

00:00/00:00 



«Pour Île-de-France Mobilités, ça se traduit par une hausse de 950 millions d'euros des coûts pour l'exploitation du réseau», a ajouté Valérie Pécresse. *AFP*

La «hausse absolument colossale des prix de l'énergie va déferler sur les transports du quotidien», a prévenu la proutidente d'Ile-de-France Mobilités.

La proutidente (LR) d'Ile-de-France Mobilités (IDFM) Valérie Pécresse va devoir trouver 750 millions d'euros pour faire face à l'augmentation des coûts d'exploitation des transports publics franciliens, et veut mettre à contribution l'État, les départements, la RATP, la SNCF et «*le moins possible*» les voyageurs. «*Nous allons avoir face à*

nous la déferlante 2023», a déclaré Valérie Pécresse à des journalistes. La «*hausse absolument colossale des prix de l'énergie va déferler sur les transports du quotidien*», a-t-elle prévenu.

«*Pour Île-de-France Mobilités, ça se traduit par une hausse de 950 millions d'euros des coûts pour l'exploitation du réseau*» -sur près de 11 milliards d'euros actuellement-, la flambée des prix subie par les opérateurs de transports étant répercutée dans les contrats passés avec l'autorité régionale des transports, a-t-elle précisé. «*On a trouvé 200 millions d'euros en interne, il nous reste 750 millions à trouver*», a relevé Valérie Pécresse, prônant «*un juste partage de l'effort*».

«*Il n'est pas question pour nous de baisser l'offre*», laquelle a déjà été légèrement réduite aux heures creuses tandis que la fréquentation ne dépasse toujours pas les 80% de son niveau d'avant la crise sanitaire du Covid-19, a-t-elle insisté. L'élue ne veut pas non plus imputer la hausse des coûts aux seuls voyageurs: «*Je refuse le Navigo à 100 euros*», a-t-elle assuré, puisqu'il faudrait augmenter de 25 euros un abonnement mensuel qui coûte déjà 75,20 euros.

À VOIR AUSSI - Plan de sobriété énergétique: «*Comment demander des efforts à nos concitoyens, si nous ne sommes pas exemplaires?*», demande Agnès Proutier-Runacher

Valérie Pécresse envisage une contribution supplémentaire de 100 millions d'euros des collectivités locales, la région Ile-de-France qu'elle préside et les départements franciliens. Elle entend aussi récupérer «*exceptionnellement*» 200 millions d'euros de la RATP et la SNCF qui font des marges plus importantes que prévu en Ile-de-France. Côté Etat, elle demande de baisser la TVA de 10% à 5,5%, ce qui permettrait de récupérer 150 millions d'euros. «*J'ai senti une réticence du gouvernement*» sur ce point, a reconnu Valérie Pécresse, qui dit avoir présenté ses propositions à la Première ministre Elisabeth Borne et au ministre délégué aux Transports Clément Beaune.

La dirigeante veut aussi augmenter le versement mobilité (VM), une taxe sur la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés, en ciblant surtout celles implantées au cœur de l'agglomération parisienne. Cette mesure pourrait rapporter de 250 à 300 millions, selon elle. «*Ce que je veux, c'est augmenter le Navigo le moins possible*», a insisté Valérie Pécresse qui a toutefois noté que son prix n'avait pas varié depuis cinq ans et que les associations d'usagers n'étaient pas hostiles à une augmentation modérée.

À VOIR AUSSI - Sur Twitter, Valérie Pécresse remercie ses donateurs «du fond du cœur»